

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 07/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **HOLCIM HAUT-RHIN**

1 ROUTE DE THANN  
BP 21  
68131 ALTKIRCH

Références : 0701\_2022\_11\_15\_Holcim\_Altkirch\_ViPlainte  
Code AIOT : 0006700701

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 aux abords de l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 ALTKIRCH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déplacée à la suite d'une plainte relative à des dépôts significatifs de poussières et à l'incidence sonore de l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 ALTKIRCH
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- dépôts de poussières ;
- émissions sonores.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Retombées de poussières dans l'environnement	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 62	/	Sans objet
2	Incident	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 16	/	Sans objet
3	Bruit - généralités	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 63	/	Sans objet
4	Emergence	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.1	/	Propositions de prescriptions complémentaires
5	Contrôle des niveaux de bruit	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite d'un signalement, l'Inspection a constaté des dépôts significatifs de poussières au voisinage de l'installation (au nord, de l'autre côté de la RD419).

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser, dans un délai de six mois, des mesures de retombées de poussières par un organisme extérieur, selon une méthode normalisée et reconnue dans une zone représentative de la situation du plaignant.

Il a également été constaté que les émissions sonores associées aux dispositifs de type "airchoc" sont perceptibles.

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser des mesures d'émergence et une recherche de tonalité marquée chez le plaignant dans un délai de quatre mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Retombées de poussières dans l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2020, article 62
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières dans l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement.
<b>Constats :</b> Il a été signalé à l'Inspection des dépôts de poussières importants et réguliers dans le voisinage de l'installation, au niveau du quartier situé de l'autre côté de la rue de Thann par rapport à l'installation (nord / nord-est par rapport au site).

<p>L'Inspection s'est rendue sur place, a rencontré plusieurs riverains et a constaté la présence de dépôts significatifs notamment sur certains véhicules, sur du mobilier de jardin et sur des fenêtres. Il a été indiqué que les dépôts sont particulièrement collants et nécessitent l'utilisation de produits corrosifs pour les nettoyer. Il a été indiqué que l'exploitant distribue des jetons aux riverains pour faire laver les véhicules dans une station de lavage.</p> <p>Selon les témoignages recueillis, les dépôts seraient plus importants la nuit. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de différence d'émissions entre le jour et la nuit, mais que les dépôts se fixeraient plus la nuit du fait de l'humidité.</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance des retombées de poussières sur 12 stations situées dans l'environnement proche de l'usine. Les points les plus proches de la situation du plaignant sont le bâtiment administratif de l'usine et la cité des cadres. Les dépôts sont collectés par des plaquettes DIEM. Les prélèvements et les analyses sont réalisées en interne par l'exploitant. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a communiqué les résultats des suivis réalisés. D'après le tableau de synthèse transmis par l'exploitant, la valeur moyenne la plus importante est observée au niveau du bâtiment administratif (226,31 mg/m2/j en moyenne, avec un maximum de 638,89 mg/m2/j).</p> <p>Toutefois, concernant cette surveillance, l'Inspection ne dispose pas d'éléments relatifs à la méthodologie mise en oeuvre pour effectuer les prélèvements et les analyses, pas d'informations relatives aux conditions météorologiques sur les périodes de prélèvement et pas d'interprétation des résultats ou de comparaison à des valeurs repères.</p>
<p><b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant fasse réaliser des mesures des retombes de poussières selon des méthodes reconnues (ex : méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014) par un organisme extérieur en un point représentatif de la situation du plaignant (ex : chez le plaignant, garage voisin, ...) dans un délai de six mois. Les mesures seront également réalisées dans un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant. Les résultats seront interprétés et comparés à des valeurs repères. L'exploitant est invité à présenter le protocole à l'Inspection avant la mise en oeuvre des mesures.</p> <p>De plus, concernant la nature des poussières recueillies, il convient que l'exploitant présente des éléments relatifs à leur caractérisation dans ce même délai.</p> <p>En outre, il convient que l'exploitant précise à l'Inspection, dans un délai de deux mois, l'origine et la nature de ces émissions, ainsi que les dispositions existantes et les mesures complémentaires envisageables visant à les limiter.</p> <p>Il est par ailleurs rappelé que l'Inspection a proposé des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance environnementale. La surveillance des émissions diffuses et de leur dépôt dans l'environnement proche de l'installation devra également être incluse dans la surveillance environnementale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Incident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2020, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Incident (émissions diffuses)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations.</p>

Il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.
<b>Constats</b> : L'Inspection a été informée de plusieurs incidents conduisant à des émissions atmosphériques notables aux dates suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 25 mai 2022 ;</li> <li>- le 23 juin 2022 ;</li> <li>- le 19 octobre 2022 ;</li> <li>- le 03 novembre 2022.</li> </ul> <p>Au regard des éléments recueillis à ce stade, il apparaît que la plupart de ces événements sont liés à des arrêts de four non souhaités.</p> <p>Compte tenu de la répétition de ces événements, il convient que l'exploitant précise à l'Inspection, dans un délai de deux mois, les origines et les causes de ces phénomènes et qu'il indique les mesures mises en oeuvre pour limiter leur survenue.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

### N° 3 : Bruit - généralités

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 13/02/2020, article 63
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Bruit - généralités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Les installations de l'établissement doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.  [...] <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>
<b>Constats</b> : L'Inspection a été informée de nuisances sonores liées aux dispositifs de type "airchoc" présents au niveau de la tour de la cimenterie, ainsi qu'aux alarmes de sécurité associées.  L'Inspection s'est rendue dans le voisinage de l'installation en période diurne et a constaté que le fonctionnement des dispositifs de type "airchoc" y est nettement perceptible.  Afin de réduire les nuisances sonores, l'exploitant a indiqué avoir déjà mis en oeuvre certaines dispositions : <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour certains dispositifs, les alarmes sonores ont été désactivées ;</li> <li>- pour d'autres, le nombre de répétition de l'alarme sonore a été réduit.</li> </ul>
<b>Observations</b> : Il convient que l'exploitant présente à l'Inspection dans un délai de deux mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un bilan des actions déjà mises en oeuvre afin de réduire les émissions sonores associées à ces dispositifs ;</li> <li>- une évaluation des solutions techniques envisageables (silencieux, ...) afin de réduire les émissions associées à ces dispositifs (dispositif en lui-même et signal de sécurité) et les éventuelles contraintes associées à leur mise en oeuvre.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 4 : Emergence

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emergence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> S'agissant d'un établissement existant au 1er juillet 1997, les valeurs limites d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au delà d'une distance donnée de la limite de propriété qui ne peut excéder 200 mètres. Les zones à émergence réglementées sont fixées dans le plan en annexe.
<b>Constats :</b> Aucun plan présenté en annexe de l'arrêté suscité ne comporte les zones à émergences réglementées. A cet égard, l'Inspection note que l'arrêté du 03 avril 2001 portant autorisation d'exploiter et l'arrêté complémentaire du 03 mars 2006 comportaient un plan précisant les zones à émergence réglementées qui n'a pas été reporté dans les arrêtés ultérieurs.  La zone résidentielle située en face de l'usine était située en zone à émergence réglementée sur les plans.
<b>Observations :</b> Un arrêté complémentaire sera proposé ultérieurement afin d'annexer le plan des zones à émergence réglementées initial.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Contrôle des niveaux de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit réaliser tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émissions sonores générés par son établissement. Le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis le rapport de mesure des émissions sonores du 07 octobre 2022. Le rapport comporte une mesure des niveaux de bruits, ainsi qu'une analyse spectrale au niveau des 5 points situés en limite de propriété identifiés dans l'arrêté du 13 février 2020. Le rapport conclut à la conformité des niveaux de bruit en limite de propriété et à l'absence de tonalité marquée. Concernant l'analyse spectrale, l'Inspection note qu'au niveau du point C (le plus proche de la situation du plaignant), une bande émergente (7e bande sur l'histogramme) se démarque des bandes voisines en période diurne et nocturne, mais principalement en période nocturne (environ 5 à 7 dB de plus que les bandes voisines).  L'Inspection note qu'aucune mesure d'émergence n'a été réalisée dans les zones à émergence réglementée. Compte tenu de l'absence de plan adapté annexé à l'arrêté du 13 février 2020 (cf constat précédent), il n'est pas proposé de suite à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant fasse réaliser des mesures en zone à émergence réglementée dans un délai de quatre mois. Compte tenu du contexte, il est demandé à l'exploitant de faire réaliser ces mesures chez le plaignant. Les mesures comporteront également une analyse spectrale, ainsi qu'une recherche de tonalité marquée.

**Observations :** En période nocturne, la conformité des mesures a été évaluée en considérant le LA50%. Toutefois, aucun élément n'est présenté dans le rapport pour le justifier. Il convient que l'exploitant présente à l'Inspection des éléments en ce sens dans un délai d'un mois.

Les limites d'émissions sonores admissibles aux limites du site en période nocturne précisées à l'article 64.2 de l'arrêté du 13 février 2020 sont comprises entre 48 et 70 dB(A). Ces valeurs sont en partie supérieures à la valeur mentionnée dans l'arrêté du 23 janvier 1997 (60 dB(A), sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite).

Il convient que l'exploitant présente des éléments d'appréciation justifiant ces valeurs au regard des limites fixées dans l'arrêté du 23 janvier 1997 dans un délai de deux mois.

L'Inspection note toutefois que les valeurs retenues dans le contrôle des émissions sonores, exprimées en LA50%, n'ont pas dépassé 60 dB(A) en période nocturne en limite de site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet